



LE GALERIEN

Octobre. bis 2011

« Mensuel à périodicité variable de la section Union SNUI - Sud Trésor - Solidaires des Pyrénées Atlantiques »

Au sommaire :

- Résultats des élections du 20 octobre.
- Le CTPD du 12 octobre 2011.
- Infos diverses....

Les élections professionnelles.

A la DGFIP:

Au niveau national, les agents ont massivement voté (plus de 86% de participation), et nettement dessiné le paysage syndical de la DGFIP, issue de l'ex-DGI et de l'ex-DGCP. Les électeurs ont confié à l'Union SNUI-SUD Trésor-Solidaires le plus grand nombre d'élus et choisi de renforcer son rôle et sa place de 1ère organisation syndicale, avec 33% des voix et 4 sièges sur 10 au CTR, Comité Technique de Réseau (3 sièges pour la CGT avec 28,9%, 2 sièges pour FO avec 20,5%, et un siège pour la CFDT avec 11,3%).

Dans notre DDFIP:

au Comité Technique Local (CTL).

- L'union SNUI - SUD Trésor - Solidaires progresse fortement par rapport au dernier scrutin de 2007, de 21,12% à 25,33%. Elle prend la 2ème place au niveau du département et gagne un siège au CTL, passant de 2 à 3 sièges sur 10.
- La CGT conserve sa première place. Elle passe de 39,19% à 39,66%, et conserve 4 sièges au CTL.
- FO recule de 29,59% à 24,11% et perd un siège au CTL, passant de 3 à 2.
- La CFDT passe de 9,90 à 10,88% et conserve un siège au CTL.

Nous remercions chaleureusement toutes celles et tous ceux qui nous ont fait confiance, une nouvelle fois dans la filière fiscale, et pour la première fois dans la filière gestion publique. Cette progression significative, de 20% par rapport à notre score de 2007, nous conforte dans notre conception d'un syndicalisme de proximité, de technicité, de solidarité et de combativité. Elle constitue aussi un formidable encouragement à le faire vivre encore plus fort dans nos actions en cours et à venir. Elle nous montre également que nous sommes sur la bonne voie dans notre implantation dans la filière gestion publique depuis la fusion, les suffrages confirmant l'intérêt que nous témoignent les agents de cette filière au fil des mois, de nos visites de sites, des CTPD et des CAPL conjointes.

Avec ce 3ème siège remporté, nos élus au CTR sont les suivants:

Titulaires: Patrick Gayon, Catherine Bernard et Philippe Castaings.

Suppléants: Laurence Delmar, Michel Vigata et Alain Minvielle.

Aux CAP Locales:

CAPL n°1. Inspecteurs:

4 sièges à pourvoir. Nous obtenons 1 siège, de même que la CGT, FO et la CFDT.

Nos élus à cette CAPL n°1:

Titulaire: Patrick Gayon.

Suppléante: Laurence Delmar.

CAPL n°2. Contrôleurs:

6 sièges à pourvoir. Nous obtenons 2 sièges, la CGT 3 sièges et FO 1 siège.

(Nous obtenons notre 2ème siège avec seulement 7 voix d'avance sur FO...)

Nos élus à cette CAPL n°2:

Titulaires: Françoise Bergeret en CP et Cathy Bernard en C2.

Suppléants: Philippe Castaings en CP et Michel Dussau en C2.

CAPL n°3. agents:

6 sièges à pourvoir. Nous obtenons 1 siège, la CGT 3 sièges et FO 2 sièges.

(FO obtient son 2ème siège avec seulement 6 voix d'avance sur nous....)

Nos élus à cette CAPL n°3:

Titulaire: Marie-Laure Camus.

Suppléante: Sonia Butaric.

Dans les CAP Locales, nous obtenons donc 4 sièges sur 16, ce qui correspond à nos 25% des voix. Nous passons tout près d'un 2ème siège chez les agents, mais nous en obtenons un 2ème d'aussi peu chez les contrôleurs, et également un 3ème de quelques voix au CTR. Le bilan est donc globalement très satisfaisant !!



La grève du 11 octobre

**MERCI ENCORE A TOUS
CEUX QUI, PAR LEUR VOTE,
NOUS ONT MANIFESTE
LEUR CONFIANCE !!!!**

Tableaux récapitulatifs:

% de voix	CTR	CAPL 1	CAPL 2	CAPL 3
CGT	39,66%	30,28%	39,89%	40,20%
Union SNUI-Sud trésor-Solidaires	25,33%	24,65%	26,97%	25,91%
FO	24,11%	28,87%	24,44%	27,91%
CFDT	10,88%	16,20%	8,71%	5,98%

Sièges	CTR	CAPL 1	CAPL 2	CAPL 3
CGT	4	1	3	3
Union SNUI-Sud trésor-Solidaires	3	1	2	1
FO	2	1	1	2
CFDT	1	1	0	0
total	10	4	6	6

Les raisons d'agir le 11 octobre ne manquaient pas, pour nous, agents des Finances, après l'annonce de 2870 nouvelles suppressions d'emplois en 2012 dans notre ministère, et pour l'ensemble du monde du travail, après l'annonce à la rentrée d'un plan de rigueur qui comporte des mesures qui ne répondent pas aux enjeux fondamentaux, et qui ne modifient pas en profondeur le déséquilibre d'un système fiscal dont le caractère inévitabile est maintenant largement reconnu.

On peut déplorer l'absence d'unité syndicale dans cet appel à l'action, alors que, il y a moins d'un an, le conflit « retraites », malgré l'issue que l'on connaît, avait fait naître un solide espoir dans la capacité du monde du travail à se retrouver dans l'unité pour les « luttes futures »...

FO n'appelant pas à une journée d'action ce jour là et la CFDT n'allant pas jusqu'à appeler à la grève, cette unité ne s'est pas concrétisée le 11 octobre.

L'union SNUI-SUD Trésor Solidaires appelait clairement les agents à une journée de grève et de manifestations, de même que la CGT Finances Publiques.

Malgré l'absence de l'unité syndicale recherchée par l'Union Syndicale Solidaires, ce sont 29,50% des agents des finances de notre DDFIP qui étaient en grève le 11 octobre, plaçant les Pyrénées Atlantiques une nouvelle fois dans le « top 10 » des départements les plus combatifs...

Le CTPD du 12 octobre

Le lendemain de cette journée d'action était prévu un CTPD. Jugeant incongru de participer à un CTPD au lendemain d'une journée d'action nationale, dont la plate-forme revendicative dénonçait les suppressions d'emplois annoncées dans la fonction publique, nous avons proposé aux autres Organisations Syndicales de boycotter la première convocation de ce CTPD, et ainsi prolonger l'action des agents de notre direction. Seuls les élus de FO partageaient, comme nous, cette volonté. Les élus de la CGT et de la CFDT étaient favorables à la tenue de ce CTPD le jour prévu. Compte tenu de leurs 5 sièges, le quorum était atteint. Nous avons donc dû siéger à ce CTPD dès sa première convocation:

Notre déclaration liminaire:

Monsieur le Président,

Hier, avec l'ensemble du monde du travail, les agents des finances ont exprimé leur exaspération après l'annonce par le premier ministre d'un plan de rigueur qui pèse une nouvelle fois essentiellement sur les salariés, en épargnant encore les plus riches.

Ce plan de rigueur s'inscrit dans le droit fil de la politique néolibérale actuelle, qui met l'action publique en danger : pression sur les finances publiques, repli de la sécurité sociale, suppressions massives de postes de fonctionnaires, hausse de la charge de travail, changement radical dans les modes de « management » et modération salariale.

Aux finances, ce sont 2 870 nouvelles suppressions de poste qui sont annoncées pour 2012. Elles rendront encore plus difficile l'exercice de nos missions au service de la population, elles dégraderont encore nos conditions de vie au travail, et elles entraîneront inévitablement de nouvelles restructuration, comme celle du SIP de Pau Nord, à l'ordre du jour de ce CTPD.

Comme hier dans les manifestations, l'Union SNUJ-SUD Trésor- Solidaires réaffirme:

- qu'une autre fiscalité est possible pour une plus juste répartition des richesses,
- que l'emploi public, les services publics et les protections solidaires sont socialement utiles et économiquement rentables,
- que les missions de la DGFIP doivent être renforcées, étendues et maintenues dans le giron régalien,
- que l'indépendance des fonctionnaires doit être garantie par un statut protecteur,

- que la technicité des administrations financières doit être reconnue à leur juste niveau et leur pouvoir d'achat amélioré,
- que les moyens de leur action soient augmentés et que l'amélioration des conditions de vie et d'exercice des missions devienne une priorité de nos responsables.

1) modification des horaires d'ouverture au public de 4 trésoreries:

Pour une de ces trésoreries (Pau centre hospitalier), la modification proposée n'affectait pas l'amplitude d'ouverture au public. Nous avons donc voté pour la modification proposée, souhaitée par l'ensemble des agents de cette trésorerie.

Pour les 3 autres trésoreries, les modifications proposées entraînaient une diminution de l'amplitude d'ouverture au public. Diminution de 2h30 pour Ustaritz, de 4h15 pour Laruns et de 8 h pour Sauveterre.

Nous avons dénoncé le recul du service à l'utilisateur constitué par ces diminutions d'amplitude d'ouverture, conséquences évidentes des suppressions d'emplois qui fragilisent le réseau comptable, et demandé que des solutions soient apportées par l'arrêt de ces suppressions d'emplois. Les agents de ces trésoreries étant favorables aux modifications proposées et afin de ne pas voir leurs conditions de travail encore dégradées, nous nous sommes abstenus lors du vote de ces 3 modifications.

2) Réorganisation du SIP de Pau Nord.

Après les réorganisations des SIP de la côte, celle du SIP de Pau Nord, à compter du 1er janvier 2012, était à l'ordre du jour de ce CTPD: passage de 3 secteurs géographiques à 2 secteurs géographiques, avec à leur tête un contrôleur, suppression de l'ancienne cellule « ORDOC » et création d'une « cellule spécialisée de soutien et de renfort » composée de 4 contrôleurs.

Dans sa présentation du projet, la Direction a souvent fait le parallèle avec les réorganisations effectuées dans les SIE, dans le même souci « d'optimiser la répartition des tâches et des charges »... Pourtant, nous avons largement dénoncé cette année la situation catastrophique des SIE après ces réorganisations !!!!!

Dans les débats, nous avons une nouvelle fois dénoncé les méfaits des grosses cellules: la perte de repère et d'efficacité dans l'exercice des missions des agents, et la dégradation des conditions de travail qu'ils subissent.

Les attributions de la nouvelle cellule importante, avec 4 contrôleurs, de soutien aux 2 secteurs géographiques restent floues.

Cette nouvelle organisation repose sur une gestion « au coup par coup » des missions du SIP, en fonction des impératifs du moment, de la présence numérique des agents, des échéances butoirs et des sacro-saints indicateurs, au détriment d'une gestion globale et maîtrisée sur le long terme.

Elle pose aussi le problème du « soutien technique » des agents, rendu de plus en plus nécessaire par cette gestion des priorités dans l'urgence et par la poly-survolance des tâches qu'elle entraîne.

Enfin, malgré les propos rassurants de ses concepteurs, le véritable objectif de cette réorganisation est bien de créer des cellules moins nombreuses et plus grandes, dans lesquelles les futures suppressions d'emplois seront plus faciles à imposer, comme cela s'est hélas vérifié lors des restructurations similaires déjà décidées ces dernières années dans les SIE ou dans les SIP.

Le seul aspect positif de cette réorganisation, c'est la fourniture aux agents de postes téléphoniques permettant de moduler l'intensité des sonneries....

Avancée certes appréciable pour les agents, nous nous en félicitons... mais nul besoin de réorganisation de ce type, imposée aux agents, pour concrétiser cette avancée sur tous les « plateaux » !!!.....

Les élus de l'Union SNUI-SUD Trésor-Solidaires ont voté contre la réorganisation proposée, de même que ceux de FO. Ceux de la CGT et de la CFDT se sont abstenus.

3) Révision des valeurs locatives des locaux professionnels:

Une présentation des opérations liées à cette révision et effectuées sur 5 départements d'expérimentation nous a été faite, de même qu'un exposé du dispositif qui est mis en oeuvre dans le département dans le cadre de la généralisation de cette révision.

Ce dispositif concerne déjà les services de la Direction qui pilotent l'opération dans la phase d'information des partenaires (collectivités locales, organismes institutionnels...) et des professionnels, mais aussi les SIE du département, qui seront au coeur de la révision au début de l'année 2012 avec l'engagement de la campagne déclarative. Encore une tâche nouvelle, juste après l'annonce des nouvelles suppressions d'emplois dans notre direction, dans des SIE déjà saturés par le mille-feuilles de leurs missions....

A suivre...

4) questions diverses.

La Direction s'est engagé à régler rapidement les problèmes évoqués en questions diverses:

Le retard dans le paiement des indemnités d'actes dues aux huissiers.

L'absence de nettoyage dans les trésoreries de Hendaye et de Saint Jean de Luz.

La pénurie d'effectifs cruciale au SIE de Pau Est: des moyens seront si possible débloqués lors du mouvement complémentaire C au 1er janvier 2012.

Retour sur une demande des élus de la CGT dans leur déclaration liminaire: l'octroi d'une journée d'autorisation supplémentaire pour tous les agents de la Direction en récompense des efforts fournis en 2011, à l'instar de ce qu'a accordé le directeur de la DRFIP 75 à ses agents. Notre directeur n'a pas d'emblée rejeté cette demande, évoquant l'annonce prochaine d'une récompense collective, « pas forcément sous la forme d'un jour d'autorisation d'absence »...le voile sera levé en fin d'année, les rumeurs les plus folles circulent: 1 jour? 2 jours? Une prime? Des emplois? Ou un « pot convivial » sur tous les sites, comme l'année dernière à Bayonne pour l'inauguration du SIP, avec le succès que l'on sait....

AGENDA

prochaines CAPL:

Les 9 et 10 novembre se tiendront les CAPL qui examineront les listes d'aptitudes pour le passage de C en B et de B en A en 2012.

Pensez à informer nos correspondants de site de votre candidature, pour permettre à nos élus de la défendre de la manière la plus efficace possible lors de ces CAPL.

Vous trouverez sur notre site local les coordonnées de tous nos correspondants et de nos élus en CAPL, ainsi que des informations locales et nationales.

Nos élus pour ces CAPL, encore réunies en « formation conjointe » jusqu'au 31 décembre:

CAPL 1: Patrick Gayon, Laurence Delmar.

CAPL 2: Françoise Bergeret, Philippe Castaings, Alain Minvielle, Michel Vigata.

Prochain CDASS:

Une réunion préparatoire à la prochaine réunion du CDASS se tiendra le 8 novembre 2011, avec à l'ordre du jour l'utilisation du Budget d'Initiative Locale (BIL) pour 2012. N'hésitez pas à faire part de vos propositions de sorties ou d'activités, pour les actifs ou les retraités, à nos représentants au CDASS:

Françoise BERGERET. Pau. 05.59.98.68.03.

Michèle MAISONNE. Bayonne. 05.59.44.66.85.